



**CEPALC**

Commission Économique pour  
l'Amérique Latine et les Caraïbes  
CEPALC



Coordination Nationale de la  
Sécurité Alimentaire  
(CNSA)

Distr.  
LIMITEE

LC/MEX/L.688  
9 Novembre 2005

ORIGINAL: FRANÇAIS

---

# **ACTES DE LA CONFÉRENCE-DÉBATS HAÏTI, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE 2005**

**Organisée les 12 et 13 mai 2005**

**Novembre 2005**

## TABLE DES MATIERES<sup>1</sup>

	<u>Page</u>
I. AVANT PROPOS.....	1
II. CADRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE.....	2
1. Organisation.....	2
2. Présentation de la CNSA.....	2
3. Présentation de la CEPALC .....	2
4. Objectifs.....	3
5. Déroulement .....	3
6. Stratégie de réalisation.....	3
7. Propos de bienvenue de Mme Danielle Avin, Coordinatrice de la CNSA.....	4
8. Propos d'ouverture de M. Jean Arsène Constant .....	5
III. PANEL I: ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE.....	7
1. Panel I A: Évaluation de la situation .....	7
2. Panel I B: Approche globale et approches alternatives.....	10
IV. PANEL 2: ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE CONTEXTE SOCIAL .....	18
V. PANEL 3: SITUATION ALIMENTAIRE, SANITAIRE ET NUTRITIONNELLE DE LA POPULATION .....	24
VI. PANEL DE CLÔTURE .....	28
LISTE DES SIGLES.....	29
 <u>Annexes:</u>	
I La conférence .....	33
II Les interventions .....	35
III Programme .....	37
IV Guide du modérateur.....	41
V Liste des participants.....	43

---

<sup>1</sup> Ce document a été élaboré par la consultante Regina Charles, dans le cadre du projet «Stratégies non conventionnelles pour le développement économique en Haïti » de la CEPALC qui a bénéficié de l'appui financier de la Fondation W. K. Kellogg.

## I. AVANT PROPOS

La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) et la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) remercient tous ceux qui à un titre ou à un autre ont contribué à la réalisation de cette conférence-débats. Elles adressent un remerciement spécial à leurs cadres qui n'ont pas ménagé leurs efforts afin d'assurer la réussite de cette conférence-débats ayant pour thème: Haïti, Sécurité Alimentaire 2005.

Il est à souligner que la participation et la collaboration de tous les organismes présents à cette conférence ont été grandement appréciées. La maîtrise des sujets traités par les experts ainsi que l'accomplissement des tâches confiées aux modérateurs et rapporteurs choisis ont permis aux organisateurs de mener à bien leurs travaux tant en plénière qu'au cours des débats qui ont suivi.

Les actes de cette conférence sont compilés dans le présent document en deux parties distinctes: d'une part une présentation succincte des exposés, et postérieurement un résumé des principales idées et questions soulevées au cours des débats et enrichis des commentaires émis lors de leurs présentations.

## **II. CADRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE**

### **1. Organisation**

Cette conférence-débats a été organisée conjointement par la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), qui est une institution étatique intersectorielle autonome placée sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), et la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), sous le thème de l'évaluation de la situation alimentaire actuelle en Haïti. Elle a réuni, les jeudi 12 et vendredi 13 mai 2005, à l'Hôtel Montana, des dirigeants et cadres techniques d'institutions nationales et internationales intervenant directement ou indirectement sur la question de la sécurité alimentaire en Haïti dans le but de partager les informations générées ou collectées sur la question au cours des années 2002-2005.

Du côté de la CNSA, cette évaluation fait suite à celle effectuée en 2001 (réf. Haïti: Insécurité alimentaire 2001-2002) tandis que pour la CEPALC, cette initiative se réalise dans le cadre du projet « Stratégies non conventionnelles pour le développement économique en Haïti » financé par la Fondation W.K. Kellogg.

### **2. Présentation de la CNSA**

La CNSA a été créée en 1996 pour répondre au besoin de cadrage et de coordination des actions dans le domaine de la sécurité alimentaire. Etant le domaine par excellence de la multidisciplinarité, les acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire sont nombreux et manquent souvent de cohésion dans la réalisation des interventions. La mission de la CNSA consiste donc à aider à l'intégration et à l'harmonisation de celles-ci en facilitant la synergie appropriée dans les actions des différents secteurs étatiques, de la société civile, du secteur privé, des bailleurs et des organisations internationales.

La CNSA est une structure à deux niveaux: un niveau décisionnel, le Conseil Interministériel de la Sécurité Alimentaire (CISA) composé de cinq ministères (Agriculture, Santé, Plan, Finances, Commerce); et un niveau exécutif composé de cadres techniques. Récemment, la CNSA a étendu sa portée d'action au niveau décentralisé grâce à la nomination par le Ministre de l'agriculture de cadres du ministère au niveau des DDA. Ceux-ci, dénommés les Responsables de Liaisons, sont des antennes locales de la CNSA qui lui permettent de renforcer sa capacité de collecte afin de fournir de l'information plus affinée sur la situation de la sécurité alimentaire.

### **3. Présentation de la CEPALC**

La Commission Economique pour l'Amérique Latine (CEPAL) a été fondée par la résolution 106 (VI) du Conseil Economique et Social, du 25 février 1948, et a commencé à fonctionner cette

même année. Dans sa résolution 1984/67, du 27 juillet 1984, le Conseil a décidé que la Commission s'appellerait dorénavant Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)

La CEPALC est une des cinq commissions régionales des Nations Unies et son siège est à Santiago du Chili. Elle a été fondée pour contribuer au développement économique de l'Amérique Latine, coordonner les actions visant à sa promotion et renforcer les relations économiques de ces pays entre eux et avec le reste des autres Nations du monde. Postérieurement, son action s'est étendue aux pays des Caraïbes et l'objectif de promotion du développement social a été incorporé.

La CEPALC possède deux sièges sous régionaux, un pour la sous région couvrant l'Amérique Centrale, Cuba, Haïti, le Mexique et la République Dominicaine situé à Mexico, D. F. (Mexique) et l'autre pour la sous région des Caraïbes, situé à Port of Spain (Trinité-et-Tobago), qui ont été établis respectivement en juin 1951 et en décembre 1966. Par ailleurs, elle possède aussi des bureaux nationaux à Buenos Aires, Brasilia, Montevideo et Bogota et un bureau de liaison à Washington, D.C.

#### **4. Objectifs**

Cette conférence-débats a pour objectif principal de faire le point et d'actualiser les informations sur la situation alimentaire nationale actuellement disponibles et de formuler des recommandations pertinentes aux décideurs de tous les secteurs.

#### **5. Déroulement**

La méthodologie adoptée pour la conférence-débats consiste en deux phases complémentaires:

Des présentations en plénières sous forme de panels constitués d'experts du domaine. Ces panels suivis de débats ont été regroupés selon les thématiques suivantes:

- Etat de la sécurité alimentaire dans le contexte économique ;
- Etat de la sécurité alimentaire dans le contexte social ;
- Situation alimentaire, sanitaire et nutritionnelle de la population.

Des sessions de questions et discussions ont eu lieu à la fin de chaque panel sous la supervision d'un modérateur assisté d'un rapporteur suivant des guides conçus par la CNSA pour une meilleure orientation des débats.

#### **6. Stratégie de réalisation**

La stratégie adoptée pour la réalisation de la conférence-débats a été exécutée en deux temps. Un premier temps de présentation en plénière ou différents experts évoluant dans le domaine de la

sécurité alimentaire ont successivement exposé avec brio leurs thèmes regroupés suivant 3 panels:

Panel 1: Sécurité alimentaire dans le contexte économique, qui a été subdivisé en deux sous panels:

Panel I A: Évaluation de la situation

Panel I B: Approche globale et approches alternatives

Panel 2: Sécurité alimentaire dans le contexte social

Panel 3: Situation alimentaire, sanitaire et nutritionnelle de la population

Il est important de souligner que chaque panel incluait non seulement le présentateur du thème mais également un modérateur et un rapporteur, choisis en fonction de leur dynamisme, leur savoir faire et également leur expérience dans le domaine en question. Le travail du modérateur a été facilité par un guide conçu pour la circonstance (voir annexe).

## **7. Propos de bienvenue de Mme Danielle Avin, Coordinatrice de la CNSA**

Monsieur le Représentant du Ministre de l'Agriculture, Président du Conseil Interministériel de la Sécurité Alimentaire. Messieurs les Représentants de la Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC), Mesdames, Messieurs les Représentants de la Communauté Internationale, de l'Administration Publique, des Institutions du Secteur Privé, de la Société Civile et de la Presse, Chers experts et amis qui avez accepté de prendre une part particulièrement active à ces débats, je veux parler des Panélistes, des Modérateurs, des Rapporteurs et de notre Maître de cérémonie, Chers invités, chers amis,

Au nom de la CNSA, et de la CEPALC, je vous souhaite la plus cordiale bienvenue et je vous remercie pour votre participation et celle de l'institution que vous représentez à cette conférence-débats organisée conjointement par la CEPALC et la CNSA.

Nous connaissons tous l'importance que revêt la sécurité alimentaire pour la survie individuelle et collective, pour le développement d'un pays et l'épanouissement de ses habitants. Lorsque nous considérons ce que recouvre le thème sécurité alimentaire —disponibilité alimentaire globale, accès économique, social, physique de chacun aux aliments ainsi que les conditions sanitaires indispensables pour en tirer le meilleur profit—, nous nous rendons vite compte que son atteinte nécessite une concertation réelle des différents organes de notre grand corps social dans l'établissement de plans cohérents d'intervention devant être basés sur une connaissance approfondie de la situation.

Aussi, dans le cadre de sa mission de diffusion de l'information sur la sécurité alimentaire, et fidèle à sa stratégie d'établissement d'un maximum de concertation toutes les fois que des thèmes importants intéressent plusieurs acteurs institutionnels, la CNSA a planifié, conjointement avec la CEPALC, cette conférence-débats qui nous permettra d'échanger les informations

générées ou collectées par un certain nombre d'institutions sur la question, au cours des dernières années. Certaines d'entre elles vont nous en offrir la primeur ; certaines mêmes vont nous présenter leurs résultats préliminaires.

Les exposés et débats de ce colloque seront exploités pour la production d'un chapitre du prochain bilan bisannuel de la sécurité alimentaire que la CNSA produit désormais depuis près de deux ans. Et nous disons merci à la CEPALC d'avoir bien voulu se joindre à nous pour rendre possible la tenue de ce colloque.

Ces échanges visant l'actualisation des informations sur la situation alimentaire nationale s'organiseront autour de trois thèmes principaux: l'état de la sécurité alimentaire dans le contexte économique, l'état de la sécurité alimentaire dans le contexte social et enfin, la situation alimentaire, sanitaire et nutritionnelle de la population. Et, comme vous pouvez vous rendre compte à la lecture du programme, nous accordons autant d'importance —et de temps— aux débats qu'aux présentations elles-mêmes.

Encore une fois, Monsieur le Représentant du Ministre de l'Agriculture, Messieurs les Représentants de la CEPALC, chers invités, merci de votre présence et bienvenue à ce colloque.

**8. Propos d'ouverture de M. Jean Arsène Constant,  
Chef de Cabinet, en représentation du Président du Conseil Interministériel de la Sécurité  
Alimentaire, S.E.M. Philippe Mathieu, Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles  
et du Développement Rural**

Mesdames, Messieurs,

Nous éprouvons un réel plaisir de participer à cette conférence-débats dont l'objectif est l'actualisation des informations sur la situation alimentaire nationale et la formulation de recommandations d'actions appropriées.

Ceci concorde parfaitement avec les attentes du MARNDR qui souhaite disposer de données fiables et récentes en vue d'établir un plan de développement agricole pour le long terme. Cette conférence représente également une activité importante pour l'atteinte de l'objectif prioritaire 4 du CCI Agriculture et Sécurité Alimentaire et qui s'intitule: 'Assurer l'harmonisation des interventions intersectorielles et institutionnelles sur les problèmes complexes de renforcement de la sécurité alimentaire et de gestion des risques'.

Ainsi donc, le MARNDR appuie fortement la tenue de cette conférence-débats et compte sur les extrants à obtenir pour l'orientation future de ses interventions dans la Sécurité Alimentaire.

Par ailleurs, le Ministère de l'Agriculture souhaiterait que cette conférence soit l'occasion pour la réalisation d'un bilan juste et avisé sur la Sécurité Alimentaire en Haïti. En effet, durant ces 2 dernières décennies, la thématique de la Sécurité Alimentaire a été très présente dans toutes les actions entreprises dans le secteur agricole à travers de nombreux programmes et projets

touchant tant les activités de terrain que les activités de concertation et de plaidoirie. Il faut noter également la participation de nombreux acteurs du secteur public et de la société civile.

Aussi à ce moment déterminant de l'avenir du pays, il y a effectivement nécessité de se questionner sur les objectifs, les stratégies et les moyens mis en œuvre jusqu'à date en vue de réduire l'insécurité alimentaire.

Plusieurs questions s'imposent donc:

- Quels choix avons-nous faits ? Ont-ils été justes et corrects ?
- Avons-nous bien identifié les actions et les zones d'intervention ?
- Quels sont les résultats réels obtenus ? Quelle efficacité ? Quels progrès ? Quels succès et quels échecs ?
- Les acteurs, ont-ils chacun joué leurs rôles et répondu à leurs obligations ?

Quelles que soient les réponses et les évidences, nous devons savoir que nous sommes tenus plus que jamais à délivrer, à rendre concrète cette sécurité alimentaire. Nous avons cette obligation face à la nation, face à la Région (Amérique latine et Caraïbes) à laquelle nous appartenons. D'où un besoin d'avoir une vision partagée sur la Sécurité Alimentaire, une vision tirée du contexte national, du contexte régional, du contexte global et, bien entendu, des expériences vécues.

Le MARNDR se réjouit donc de l'organisation de cette conférence-débats qui est une opportunité pour échanger et accorder les points de vue. Nos encouragements et nos remerciements à la CNSA et au CEPALC ainsi qu'à tous ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la tenue de cette conférence. Nous souhaitons que cette conférence-débats ait du succès et sert de base pour une politique nationale de sécurité alimentaire sur le long terme.

Au nom du Ministre de l'Agriculture, Monsieur Philippe Mathieu, nous déclarons ouverte la Conférence-débats sur le statut de la Sécurité Alimentaire en Haïti.

Bon Travail et Merci !

### III. PANEL I

## ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

### 1. Panel I A: Évaluation de la situation

a) **Haïti: macroéconomie et sécurité alimentaire, des pistes de réflexion**  
**Par Randolph Gilbert, CEPALC**

M. Randolph Gilbert, Economiste, Fonctionnaire de la CEPALC chargé du suivi de l'économie d'Haïti au bureau sous-régional du Mexique, s'est basé pour sa présentation des derniers résultats de l'économie haïtienne durant l'année fiscale 2003-2004 et des perspectives annoncées par le premier semestre de celle en cours (2004-2005). Sa présentation a fait ressortir les principaux liens que l'évolution macroéconomique et la politique économique gardent avec les grandes composantes de la Sécurité Alimentaire, tant au point de vue de l'offre que de la demande.

b) **Analyse de l'évolution du statut de sécurité alimentaire basée sur les indicateurs macroéconomiques**  
**Par Alfred Metellus, Directeur des Etudes Economiques MEF**

M. Alfred Metellus a démontré que Haïti est en situation de dépendance par rapport à l'aide externe. Cette situation nous fragilise dans la mesure où les manques à gagner occasionnés par le retrait de l'aide internationale ont été compensés par les transferts effectués par les haïtiens vivant à l'étranger. En retraçant les différents chocs tant externes qu'internes ressentis par l'économie nationale particulièrement durant ces deux dernières décennies, il est permis de se rendre compte de leurs effets négatifs au niveau de l'activité économique marquée principalement par l'envolée des prix et la baisse du pouvoir d'achat des ménages. Cette tendance qui tend à perdurer, peut à n'importe quel moment nous placer dans une situation extrêmement délicate dans la mesure où tout choc externe qui réduit la capacité de ces expatriés à envoyer des fonds en Haïti va accroître les impacts négatifs sur la capacité de la grande majorité de nos compatriotes à consommer.

c) **Balance alimentaire nationale: bilan et structure**  
**Par Calixte Aldrin, CNSA**

Le représentant de la CNSA, M. Calixte Aldrin a exposé dans cette présentation la balance alimentaire globale. Il a fait ressortir les éléments de la disponibilité alimentaire et également son évolution. Il a terminé son exposé par des constats du point de vue de la production agricole et des importations alimentaires.

**d) Impact des inondations de mai et de septembre sur les structures de production agricole**  
**Par Javier Escobedo, Coordonnateur du Programme d'urgence FAO**

M. Javier Escobedo a relaté dans son exposé les dégâts causés par les inondations de 2004 sur les communes de Fonds Verrettes, Mapou, Gonaïves et le Département du Nord-Ouest. Il a signalé par ailleurs, la valeur des pertes dans le secteur agricole, les effets négatifs de ces inondations sur l'économie, la sécurité alimentaire des familles rurales, sur les infrastructures, le commerce etc...., les interventions effectuées et les retombées de ces interventions sur ces différentes zones particulièrement Gonaïves.

**e) Résumé des débats**

Quatre présentations ont été réalisées sur ce thème: les deux premières ont abordé la question de la sécurité alimentaire et ses liens avec les variables macroéconomiques, les deux autres ont traité de la balance alimentaire et des impacts des inondations de 2004 sur l'agriculture.

**Les grandes lignes des différentes présentations**

La première présentation du représentant de la CEPALC a situé la problématique dans un contexte régional. Il a démontré que la région de l'Amérique Latine était sur le chemin de la croissance et les perspectives de l'année 2005 restent des perspectives de croissance positive. Cependant pour Haïti tel n'a pas été le cas, non seulement pour 2004 mais les perspectives pour l'année 2005 ont elles aussi été révisées à la baisse. Cette problématique montre que notre situation économique continue à se dégrader et que de sérieuses questions sont soulevées sur notre situation alimentaire.

La deuxième présentation du représentant du MEF a démontré que Haïti est en situation de dépendance par rapport à l'aide externe Cette situation nous fragilise dans la mesure où les manques à gagner occasionnés par le retrait de l'aide internationale ont été compensés par les expatriés. Cependant à n'importe quel moment le pays peut se retrouver dans une situation extrêmement délicate dans la mesure où tout choc externe qui réduit la capacité de ces expatriés à envoyer des fonds en Haïti va avoir des impacts négatifs sur la capacité de la grande majorité de nos compatriotes à consommer.

Les deux dernières présentations ont été sur la balance alimentaire et les impacts des inondations de 2004 sur l'agriculture.

La balance alimentaire représente la situation alimentaire d'un pays à un moment donné. C'est la différence entre le besoin alimentaire et la disponibilité totale en produits alimentaires. On estime à la FAO qu'un individu a besoin de 2 225 kg de céréales par an pour satisfaire ses besoins nutritionnels.

La balance alimentaire est fonction de la disponibilité alimentaire qui elle-même dépend de la production nationale, des importations et des aides alimentaires. En 2004, les importations alimentaires représentaient 51% de la disponibilité alimentaire et la production nationale 40%. En 2003, ces chiffres étaient respectivement de 49% et de 38%.

Le riz, le sucre, les graisses et huiles représentaient plus de 95% des importations alimentaires en 2004. Il a été constaté une augmentation de la part du riz dans la disponibilité alimentaire au cours des dernières années.

La dernière présentation, sur les impacts des inondations de 2004 sur l'agriculture, a révélé que la perte totale de l'agriculture à Mapou a été de l'ordre de 5 millions de dollars américains tandis qu'elle a été d'un montant de 35 millions de dollars pour l'Artibonite et le Nord'Ouest.

D'autre part 15 000 familles ont perdu leur production et la plupart des infrastructures d'irrigation ont été endommagées. A ces pertes directes, il faut ajouter des pertes indirectes comme la baisse considérable des activités dans les marchés locaux et le fait de ne pouvoir financer l'éducation des enfants.

Les interventions de la FAO et d'autres organismes ont permis de relancer la production agricole dans l'Artibonite qui a pu croître en 2004 à un taux supérieur à celui de 2003.

Les débats ont été portés autour de six grandes interventions:

La première intervention concernait les **relations ou le lien entre la sécurité alimentaire et l'environnement**. Un intervenant a fait remarquer le fait que la sécurité alimentaire n'a pas été abordée en tenant compte de ses rapports avec l'environnement. Comment, face à un environnement qui se dégrade continuellement, résoudre la question de la sécurité alimentaire ? Il en est ressorti que toutes les questions importantes concernant la production agricole par rapport à la sécurité alimentaire devraient tenir compte de la question de l'environnement. Et il a été décidé que l'aspect environnement ferait l'objet d'un débat spécial et ce chapitre serait analysé au niveau du bilan sur la sécurité alimentaire.

La 2<sup>ème</sup> intervention s'est déroulée autour de la question **''Politique de la BRH de soutien à la gourde et Politique de taux de change''** Selon l'intervenant depuis au moins 15 ans, la Banque Centrale mène une politique de soutien de la gourde. Ce qui rend les produits alimentaires importés plus compétitifs par rapport aux produits locaux. Et ceci a des impacts négatifs sur la production. Les avis sont partagés sur la question, certains participants pensent que le soutien à la gourde n'est pas un élément incitatif à la production agricole, tandis que d'autres pensent qu'il s'agit d'une politique qui peut aider à soutenir les prix, et en soutenant les prix on peut arriver à inciter les paysans à produire plus et ainsi améliorer leurs conditions de vie.

La 3<sup>ème</sup> intervention concernait le **Cadre macro économique non favorable à l'augmentation de la production agricole**. Certains pensent que la politique peut changer à partir des actions de groupements, d'organisations de production qui décident de défendre leurs intérêts. En conclusion il faut qu'il y ait des groupes d'intérêts pour faire pression en vue d'un

changement en leur faveur et également des groupes qui s'engagent dans la production agricole. D'autres intervenants pensent que la question agricole ne peut pas être traitée séparément par rapport au reste de l'économie. Il faut une approche globale et intégrée prenant en compte les liens entre l'agriculture et l'industrie, entre l'agriculture et le secteur financier. Ils ont suggéré que la politique économique soutienne et développe les exportations de produits agricoles comme les pays de l'Asie du Sud-est qui ont basé leur croissance économique sur les exportations.

Les autres interventions se sont déroulées autour des questions suivantes: **Sécurité alimentaire et autosuffisance**. Certains pensent qu'il faut revenir avec le thème autosuffisance alimentaire vu que l'on mise trop sur l'aide externe. Ce choix permettrait d'améliorer les conditions de vie de centaines de familles, diminuer leur vulnérabilité par rapport au choc externe et améliorer la balance commerciale d'Haïti.

D'autres pensent que l'autosuffisance doit être vue en terme de protection de marché d'offre locale. Après discussions sur la question il en est ressorti qu'il faut une augmentation du pourcentage de la production locale par rapport à la disponibilité. Et pour y arriver, il faut tenir compte des avantages comparatifs c'est-à-dire une analyse en vue de savoir sur quel type de produits il faut accentuer (riz, maïs). Quel est le choix qui doit être fait quant à la distribution géographique, ce qui demande un effort considérable à tous les niveaux.

La question du protectionnisme a été également soulevée. Un participant a posé la question à savoir pourquoi l'état ne peut pas appliquer une politique de protectionnisme. D'autres ont défendu l'idée qu'il faut une politique de protection agricole par des tarifs douaniers élevés et d'autres mécanismes. D'autres intervenants pensent qu'une protection sans recherche est vouée à l'échec puisqu'il n'y a aucune structure viable en ce sens au pays et qu'il faut des mesures d'accompagnement avant de voir la production.

Les discussions ont amené à la conclusion suivante: Le problème du secteur agricole est un problème de vision et de gestion. Il faut poser le problème en terme d'articulation intersectorielle. On ne peut pas avoir une économie favorable dont chacun des secteurs évolue en vase clos. Si on ne se concentre pas sur ces aspects, si on évolue en vase clos on ne va pas trop loin. Il faut penser à une articulation secteur agricole, secteur industriel, à une politique macro-économique de promotion à l'investissement étranger direct à travers un cadre légal transparent, une politique commerciale qui puisse favoriser l'exportation agricole au reste du monde.

## **2. Panel 1 B: Approche globale et approches alternatives**

### **a) Politique agricole et sécurité alimentaire: approches et stratégies** **Par Jean Arsène Constant, Chef de Cabinet MARNDR**

Dans cette présentation, le représentant du MARNDR a fourni dans un premier temps les domaines d'intervention prioritaires du gouvernement dans le secteur agricole qui s'articulent autour de 3 axes stratégiques: la construction d'infrastructures rurales; le développement des filières porteuses, la consolidation en amont de la production. Il a présenté également les actions transversales qui seront mises en œuvre à moyen et long terme en vue de renforcer les filières et

interventions prévues. Il a tenu à préciser que ces interventions ne seront effectuées que dans un cadre macro-économique favorable. Dans un second temps, il a relaté quelques interventions à court et long terme en Sécurité alimentaire dans le cadre de l'application de la politique agricole Nationale et du CCI. Il a terminé son exposé par la présentation de quelques projets se situant dans le cadre de la sécurité Alimentaire grâce à la coopération Française, au soutien de la FAO et du PAM.

**b) Production et transformation laitière paysanne**  
**Par Michel Chancy, Directeur VETERIMED**

Le Directeur de VETERIMED M. Michel Chancy a relaté dans son exposé les avantages de la consommation du lait en général, considéré par la majorité des haïtiens comme un produit essentiel à l'alimentation. Il est largement consommé par la majorité des haïtiens, par toutes les couches de la population mais son niveau de consommation par individu reste inférieur aux recommandations. Les importations de lait sont énormes (deuxième poste d'importation alimentaire après le riz, pour une valeur de 40 millions de \$US/an) et représentent plus de deux fois la production nationale. Pourtant le potentiel de production existe mais n'est pas valorisé. Il en a profité pour faire la présentation du programme « Lêt a gogo » initié depuis environ 5 ans et qui s'est développé de façon dynamique avec l'appui de l'ONG haïtienne VETERIMED dont il assure la gestion. C'est un programme qui dans la mesure du possible contribue à résoudre le problème de sécurité alimentaire du pays en structurant la filière de façon durable et en sécurisant les revenus des petits producteurs.

**c) Programme spécial pour la sécurité alimentaire**  
**Par Gary Augustin, Coordonnateur PSSA**

Le coordonnateur, M. Gary Augustin a présenté dans son exposé le Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire (PSSA) et a tenu à préciser que ce n'est pas un programme spécifique à Haïti mais conçu à l'échelle mondiale par la FAO et a donné pour Haïti l'objectif de ce programme, ses stratégies, ses sources de financement, les bénéficiaires. Il a aussi expliqué en détail les composantes de ce programme, les acquis en 7 années de mise en œuvre sur cinq sites distincts de même que les difficultés rencontrées. Il a terminé son exposé en donnant les perspectives d'un programme conçu actuellement pour deux ans grâce à un financement du gouvernement italien et qui s'étendra cette fois-ci sur tout le pays.

**d) Potentiel d'utilisation du nopal**  
**Par Max Antoine II, Directeur Exécutif Fonds de Développement Frontalier**

Le représentant du Fonds de Développement Frontalier, M. Max Antoine a fait ressortir dans cette présentation la nécessité d'introduire le Nopal en Haïti vu les problèmes auxquels est confrontée la population vivant dans la zone frontalière caractérisée par des zones arides, un manque d'eau et un très faible rendement à l'ha. Il a présenté le Nopal comme une plante très résistante à la sécheresse et qui a des propriétés extraordinaires au niveau alimentaire et

pharmaceutique constituant ainsi une alternative viable pour le pays. Il a expliqué les avantages que peut offrir cette culture ainsi que les propriétés et les différentes variétés de ce produit.

#### e) **Résumé des débats**

Cette deuxième demi journée était marquée par 4 exposés.

Le premier a concerné la présentation par les représentants du MARNDR de la Politique Agricole Nationale appliquée par le dit ministère et devait aussi faire ressortir les liens de cette politique avec la Sécurité Alimentaire.

Cette présentation des représentants du MARNDR a eu deux moments: Présentation de la politique agricole nationale, et d'autre part les approches et stratégies pour la Sécurité Alimentaire.

i) Présentation de la politique agricole nationale. Pour les responsables du MARNDR, la Politique Agricole Nationale actuelle définie et appliquée par le ministère s'inscrit clairement dans une logique de relance de la « production nationale ».

Cette politique appliquée par le ministère définit principalement trois domaines d'intervention prioritaires (et les actions s'inscrivent à la fois dans une perspective d'urgence et dans une perspective structurelle donc de long terme):

- La construction d'infrastructures rurales: routes & pistes agricoles, les petites et moyennes structures d'irrigation, les structures de séchage et de stockage, les structures de transformation.
- Le développement des filières porteuses. Cette politique identifie les filières d'exportation représentées par le café, les mangues, le cacao et l'igname ; les filières pour le marché local et filières à vocation mixte.
- La consolidation en amont de la production, notamment en ce qui concerne la facilité d'accès aux intrants par les producteurs, le financement, la préservation du capital sol.

ii) Approches et stratégies pour la Sécurité Alimentaire. Pour la Sécurité Alimentaire, les présentateurs ont rappelé que la politique du MARNDR vise non seulement à augmenter l'offre agricole, donc la disponibilité alimentaire, mais aussi à augmenter la capacité des populations à avoir accès à cette production alimentaire notamment en dynamisant les filières non alimentaires.

Les panélistes ont terminé leur exposé en présentant quelques actions (en terme d'application de la politique agricole nationale) et quelques projets du MARNDR en lien avec la Sécurité Alimentaire. Deux catégories d'actions ont été présentées, celles inscrites dans le court terme et des interventions plus durables.

Le deuxième exposé était celui présenté par Michel Chancy, directeur du VETERIMED et il a fait part de l'expérience de ce groupe dans le domaine de la production et de la transformation laitière en Haïti.

L'exposé de Michel Chancy a montré que le lait (et les produits laitiers) représente un marché important en Haïti. Il vient immédiatement après le riz avec plus de 40 millions dollars. Il a montré que pour un besoin de 130 000 TM de lait, la production nationale couvre seulement 45 000 TM. Les importations annuelles représentent presque le double, soit 85 000 TM.

Par ailleurs, dans son exposé M. Chancy a montré aussi le potentiel de développement de la production laitière. Le pays possède au moins 450 000 vaches créoles et moins de 20% de ces vaches sont exploitées pour le lait, alors que cela pourrait permettre de substituer près de 90% des importations de lait actuellement en Haïti.

Il a signalé en plus, la compétitivité du lait local par rapport au lait importé. Il a donné quelques chiffres:

Le litre de lait local se vend entre 10 à 15 gourdes contre 30 gourdes pour le lait évaporé et 60 gourdes pour le lait UHT.

Cependant, il a précisé que si le lait local est plus compétitif, le produit importé bénéficie en revanche de certains avantages: il est disponible, il est facile d'utilisation et ses garanties sanitaires sont fiables. Trois défis que le programme de Lèt Agogo devait s'atteler à relever.

Le présentateur a montré que la transformation du lait a un effet de levier dans la mesure où il stimule la production dans les zones où le projet s'établit et cela entraîne une augmentation des revenus des producteurs: de 16 000 à 27 000 gourdes par an.

Il a signalé que la transformation et la mise en marché du lait font que le revenu généré par une vache est équivalent à celui obtenu avec un hectare de maïs.

Enfin, le dernier point de son exposé a concerné la compétitivité des produits finis:

Yaourt local: 65 à 75 HTG/litre, yaourt importé: 150 à 200 HTG/litre

Lait stérilisé aromatisé local: 67 HTG/litre, lait stérilisé aromatisé importé: 90 à 150 HTG/litre.

Le troisième exposé a concerné l'application d'un cas concret d'un Programme Spécial de Sécurité Alimentaire mis en place par la FAO et le MARNDR.

L'exposé de M Gary Augustin était un deuxième cas concret de programme visant à augmenter la sécurité alimentaire des populations à la fois en augmentant la disponibilité alimentaire et en augmentant la capacité des gens à avoir accès à cette production.

Le programme comprend 5 composantes:

- Une composante Intensification de la production agricole à travers la démonstration de paquets techniques améliorés, le suivi des parcelles et l'organisation des journées de champs. Cela a permis d'augmenter considérablement les rendements de la patate, du maïs, du haricot dans les zones d'intervention du programme.
- Une composante Maîtrise et Gestion de l'eau ;
- La diversification (aviculture et pisciculture)
- Analyse des contraintes et des résultats (diagnostic agro économique, recherche de solutions durables...) ;
- Formation et appui aux organisations paysannes (en utilisant l'approche participative et pratique).

Le panéliste a présenté quelques acquis du programme avant de présenter les limites et les perspectives.

Comme acquis, il a cité la promotion de nouvelles variétés de culture de riz, de maïs et du haricot, le début de l'adoption de ces variétés et les paquets démontrés etc.

En terme de limites, il a cité la faible disponibilité de l'eau en période d'étiage, le manque de support des autorités locales, les problèmes d'approvisionnement des producteurs en intrants agricoles, etc.

En termes de perspectives, le programme va affecter un nombre plus important de cadres intermédiaires pour fournir les conseils techniques appropriés, la formation des agriculteurs et des cadres dans des domaines d'activités essentiels, à travers des séminaires et des visites d'échanges etc.

Le dernier exposé était celui de Monsieur Max Antoine avec sa présentation sur le «Potentiel d'utilisation du Nopal (une variété de cactus) en Haïti».

M Max Antoine pense que compte tenu des caractéristiques physiologiques (c'est une plante C4 avec un métabolisme CAM) du Nopal qui font d'elle une plante très rustique (très peu exigeante sur le plan écophysiological) et compte tenu aussi des caractéristiques climatiques des zones frontalières et des populations de ces zones, le Nopal pourrait représenter une alternative viable pouvant améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie de ces populations.

Les utilisations de cette plante sont très diverses: industrie pharmaceutique, cosmétologie, alimentation humaine et du bétail, protection de sol, clôture etc.

Les statistiques concernant la commercialisation du Nopal montrent que cette plante représente un chiffre d'affaires de 2 500 000 dollars en 1995 sur certains marchés externes, en l'an 2000, ce chiffre d'affaire a grimpé à 7 500 000 dollars. Le coût approximatif du kg de Nopal sur le marché international varie entre 0.95 et 1 dollar.

Selon l'intervenant, le développement de la culture de cette plante pourrait intéresser d'abord la consommation locale et ensuite le marché extérieur notamment certains pays asiatiques, les USA et le Canada.

Les questions qui ont animé les débats après les exposés sont regroupées en quatre groupes.

**Le Premier groupe de questions concernait la Sécurité alimentaire et la recherche agricole nationale**

Les débats ont été ouverts avec une remarque et une question du représentant du ministère de l'environnement qui a exprimé une certaine réserve par rapport notamment à l'optimisme affiché par le panéliste qui a fait la présentation sur le potentiel du Nopal. Il se demande pourquoi ne pas chercher à puiser dans la réserve de la biodiversité nationale au lieu d'aller chercher une variété de Nopal à l'étranger. Pour lui les enjeux exprimés posent vraiment le problème de la nécessité d'une recherche agricole nationale en appui à la Sécurité Alimentaire. Il a saisi l'occasion pour faire remarquer que depuis déjà très longtemps, l'approche privilégiée par le ministère de l'agriculture est la recherche de variétés végétales à l'étranger. *Il n'existe pas une politique de développement de la recherche nationale qui pourrait intéresser au moins la plupart des grandes problématiques de notre agriculture, ce qui pourrait nécessiter un renforcement du CRDA (Centre de Recherche et de Documentation Agricole du pays).*

Le deuxième groupe de questions s'est déroulé autour de: l'Articulation entre la politique macro économique du gouvernement et la politique agricole nationale en relation avec la Sécurité Alimentaire

- Un groupe d'intervenants dit ne pas trouver de cohérence ou d'articulation entre la politique macro économique présentée par les intervenants au cours de la première demi journée et les éléments de politique agricole présentés dans la deuxième demi journée. Certains disent même constater une contradiction entre la politique prônée par le ministère et le cadre macro économique actuel. Ce ministère prône une politique agricole tendant à relancer la production nationale et dit vouloir prendre un ensemble de mesures visant à garantir cette production alors que la politique macro économique actuelle favorise par exemple l'importation massive de riz.
- Un autre groupe d'intervenants s'est questionné sur l'articulation entre la politique agricole nationale et le développement industriel, notamment les filières de transformation des produits agricoles. En ce sens, il a demandé si la politique agricole du ministère favorise aussi le développement des systèmes de grandes exploitations (type FACOLEF, CONASA etc.)
- D'autres intervenants vont jusqu'à se demander s'il existe une politique agricole nationale.

**Le Troisième groupe de questions concernait: les lacunes de la politique agricole actuelle**

Un intervenant a critiqué l'absence d'une politique claire de vulgarisation ou de transfert de connaissances techniques dans le cadre défini par le ministère. Il a pris comme exemple la difficulté de vulgariser massivement la technique utilisant les pièges à phéromones qui permet de contrôler les populations de *Sylas formicarius* dans les plantations de patate douce (laquelle technique est utilisée par le PSSA) en absence d'une politique claire du ministère visant à appuyer la vulgarisation agricole en général.

Le Quatrième groupe de questions/remarques se déroulait autour de: **Qui doit définir la politique macro économique et les politiques sectorielles ?**

Le chef du cabinet du ministre de l'Agriculture a rappelé que la politique sectorielle (du ministère) découle de la politique macro économique. Cependant, il a précisé que la politique macro économique est dynamique, la question est de savoir comment adapter la politique sectorielle par rapport à une politique macro économique dynamique. Il est cependant revenu plus loin sur ce même sujet en soulevant une question qui est la suivante: est ce le cadre macro économique qui doit favoriser la politique sectorielle (en ce qui le concerne, la politique agricole) ou bien est ce que ce sont les secteurs agricoles (entendu comme acteurs oeuvrant dans le secteur agricole) qui doivent influencer le cadre macro économique ?

D'autres intervenants vont par la suite abonder dans le même sens. Par exemple, le directeur du VETERIMED pense que la société civile doit jouer un rôle important dans la politique qui doit être définie et mise en place. Pour lui, les secteurs organisés du pays ont leur rôle à jouer en ce sens. Il a précisé que s'il n'y a, par exemple, aucune politique claire du Ministère de l'Agriculture en ce qui concerne la production laitière, c'est justement à cause de la faiblesse des secteurs ou des groupes concernés. Pour lui, ce sont les groupes d'intérêts, les rapports de force qui déterminent la politique.

Le représentant de la PAPDA a renchéri que le secteur agricole a un poids important dans l'économie nationale, en conséquence, il doit être mieux pris en compte dans le budget national.

### **Quelques réponses qui ont été données en ce qui concerne la politique agricole**

Sur l'existence d'une politique agricole, le chef du cabinet a commencé par rappeler clairement qu'il existe une politique agricole qui a été préparée à l'entrée en fonction du ministre de l'agriculture et que le document a été publié largement dans la presse.

Sur l'articulation entre la politique agricole et la politique macro économique, il a soutenu que la politique agricole découle bien de la politique macro économique. Cependant, il a dit que le problème vient du fait que la politique macro économique est dynamique, la question est de savoir comment adapter la politique sectorielle à une politique macro économique qui est dynamique.

Sur l'articulation entre la politique agricole et la production industrielle, le représentant du ministère a pris le cas des actions concrètes visant à faciliter les activités de la FAMOSA, l'appui donné au secteur « élevage », il a invoqué à l'occasion la signature du contrat avec APPEL, enfin,

il a parlé du contrat signé avec le Brésil pour l'approvisionnement en soja entre dans cette même logique.

La politique du ministère n'exclut personne. Elle intègre le privé, les groupes associatifs etc. Cependant, les représentants du dit ministère ont précisé que ce dernier a besoin de l'appui de la société pour avoir les moyens de soutenir la production nationale.

Sur les lacunes de la politique agricole notamment en matière de vulgarisation agricole, il a argumenté que l'aspect « vulgarisation » est bien pris en compte dans la politique agricole nationale notamment à travers les actions transversales. Mais il a profité pour rappeler qu'il existe une carence effective du ministère en compétences dans le domaine de la vulgarisation et signale les efforts en cours en ce sens.

Cependant, le chef du cabinet a reconnu par ailleurs que le ministère n'a pas de politique sous sectorielle claire et que compte tenu de la nature de ce gouvernement, le ministère refuse d'aborder des dossiers comme par exemple le foncier dans le pays.

#### IV. PANEL 2

### ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LE CONTEXTE SOCIAL

a) **Emploi et revenu**  
**Par Nathalie Lamaute, Consultante à IHSI**

Madame Nathalie Lamaute a traité de la relation existant entre la consommation alimentaire en milieu urbain et les revenus provenant d'emplois salariés et informels. A l'analyse des paramètres utilisés, il est permis de conclure qu'il existe un sérieux problème alimentaire en milieu urbain qui affecte particulièrement les plus pauvres qu'ils se trouvent être des salariés ou des informels. Elle termine son exposé par des questions pertinentes à la recherche de solutions communes à proposer par les secteurs concernés visant à articuler l'alimentation en milieu urbain avec le développement du milieu rural.

b) **Analyse de la situation de la pauvreté et de la sécurité alimentaire à partir de l'ECVH**  
**Par Gérald Chery, Analyste Consultant à la PFNSA**

Cette présentation de Monsieur Gérald Chery visait à démontrer, à partir du concept « des moyens d'existence durables des ménages » les déséquilibres persistants entre les disponibilités locales alimentaires et le recours à l'importation pour suppléer au manque de biens alimentaires. Cette situation qui perdure affecte les revenus des ménages qu'ils soient pauvres ou non pauvres. Il en découle une diminution de la consommation des ménages. Ainsi, selon son argumentation, toute action visant à la réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire ne peut prendre en compte que le revenu.

c) **Stratégies de résistance et d'adaptation des ménages aux facteurs de crises (économique, sociale, politique): une lecture qualitative**  
**Par Gilles Damais, Représentant Régional Caraïbes IRAM**

Cette présentation de Monsieur Gilles Damais vise à démontrer les relations existant entre la pauvreté et les stratégies envisagées pour y faire face et l'action des institutions. Cette analyse a été illustrée par une étude en cours menée par la Banque Mondiale dans le secteur agricole. A cette fin, six (6) zones agro écologiques ont été sélectionnées en différents points du pays. Les premières conclusions tirées de cette expérimentation mettent en évidence l'importance de l'agriculture en milieu rural et la suppléance de l'absence de l'Etat par les ONGs

**d) Effet des prix et des aléas de production sur le budget des ménages**  
**Par Paul Bartel, Représentant FEWSNET-Haïti**

A travers son intervention, Monsieur Paul Bartel a utilisé des paramètres visant à prouver les effets négatifs d'une mauvaise récolte notamment sur la dynamique des prix, les revenus et dépenses. Les leçons à tirer d'une telle situation doivent tendre vers la recherche de solutions de substitution pour compenser les déficits enregistrés, et aussi accorder la priorité à la culture de produits alimentaires utiles offrant des avantages à la consommation en valeur nutritionnelle.

**e) Résumé des débats**

Ce panel, qui comprenait 4 interventions, portait sur les comportements des ménages par rapport à la dynamique de certaines variables liées à la sécurité alimentaire. Les présentations reposaient sur l'exploitation de données secondaires relatives aux grandes enquêtes statistiques telles l'EBCM (exposés 1 et 4), l'ECVH (exposé 2) ainsi que de données primaires issues d'enquêtes spécifiques conduites dans des zones bien déterminées du pays (exposé 3).

Le premier exposé traitait de la relation entre la consommation alimentaire en milieu urbain et les revenus provenant d'emplois salariés ou informels. Il a été présenté par Mme Nathalie Lamaute, Consultante.

Comme il a été constaté, il existe une absence d'équivalence stricte entre informalité et pauvreté. Cela a conduit à la typologie suivante:

- ✓ Pauvre salarié
- ✓ Non pauvre salarié
- ✓ Pauvre informel
- ✓ Non pauvre informel

Les principaux paramètres analysés par Mme Lamaute dans sa présentation sont les suivants:

- ✓ Consommation alimentaire/ consommation totale
- ✓ Dépendance des ménages du marché pour leur alimentation
- ✓ Poids des repas hors domicile sur les budgets
- ✓ Alimentation à domicile

L'analyse et l'interprétation des données relatives à ces paramètres ont abouti à la conclusion qu'il existe un réel problème alimentaire en milieu urbain. Et ce problème est encore plus accentué pour les plus pauvres (qu'ils soient des salariés ou encore des informels).

L'intervenant posa alors les interrogations suivantes:

- Comment articuler l'alimentation en milieu urbain avec le développement du milieu rural ?
- Quels sont nouveaux rôles à attribuer aux revenus de transferts ?

Le deuxième exposé portait sur la relation entre pauvreté et vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et a été présenté par M. Gérald Chéry, Consultant à la PFNSA.

La méthodologie utilisée reposait sur le concept des Moyens d'Existence Durables des Ménages.

Sont passés en revue les paramètres suivants:

- ✓ Disponibilités alimentaires et capacité du pays à importer des biens alimentaires
- ✓ Facilités offertes par l'Etat aux ménages pour la constitution de Moyens d'Existence Durables
- ✓ Pauvreté et revenus

Les constatations sont les suivantes:

- Le pays perd aujourd'hui en degré d'autonomie pour l'importation de biens alimentaires
- Les politiques publiques mises en œuvre ne tendent pas à renforcer la capacité des ménages à se constituer des Moyens d'Existence Durables
- Les ménages ont peu de confiance dans les institutions de l'Etat et de la Société Civile
- Face aux situations de réduction des revenus, tous les groupes de ménages (qu'ils soient pauvres ou non pauvres) ont pratiquement la même réaction: la diminution de la consommation

Ce qui a poussé l'intervenant à se poser la question suivante: Pour tout objectif de réduction de la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire, faut-il uniquement considérer le Revenu ?

Le troisième exposé, présenté par Gilles Damais, Représentant Régional Caraïbes IRAM, tentait d'explicitier les liens entre pauvreté, stratégies de réponses et institutions.

Cette présentation réfère à une étude non encore finalisée de la Banque Mondiale sur le secteur agricole. L'étude a été réalisée dans 6 aires agro écologiques différentes et porte sur le concept des stratégies d'existence.

Quatre (4) grands types de ménages ont été identifiés:

- ✓ Les travailleurs ruraux
- ✓ Les petits agriculteurs
- ✓ Les agriculteurs moyens et aisés
- ✓ Les autres professions

Les premières conclusions de l'étude sont les suivantes:

- L'agriculture demeure une activité économique importante pour le milieu rural, contrairement à ce que tentent de montrer les données statistiques ordinairement collectées.
- Le capital social présente une importance considérable pour tous les groupes même si le lien diffère d'un groupe à l'autre
- L'Etat est complètement absent. Cette absence des services de l'Etat est compensée par les actions des ONG caritatives et les liens tissés avec la République Dominicaine.

Le quatrième exposé traitait des effets des prix et des aléas de production sur les budgets des ménages. Il a été présenté par Paul Bartel, Représentant FEWSNET en Haïti.

L'intervenant a fait une présentation détaillée de la méthodologie utilisée et l'impact d'une mauvaise récolte a été apprécié sur différents paramètres tels les revenus, les dépenses, les structures d'autoproduction, la dynamique des prix, etc.

Des interrogations sont posées quant aux façons d'améliorer la méthodologie:

- Meilleure classification des ménages (en termes de niveau socio-économique et de localisation géographique).
- Meilleure compréhension des effets de substitution pour compenser les déficits.
- Meilleur ciblage des produits alimentaires par une représentation de la consommation en termes de valeur nutritionnelle.

Les points saillants qui sont sortis des discussions engagées après les 4 présentations du **PANEL 2** «Etat de la sécurité alimentaire dans le contexte social» peuvent se résumer comme suit:

i) En dépit du taux très élevé du micro-crédit, les petites marchandes arrivent tant bien que mal à tirer leur épingle du jeu et à supporter les besoins les plus fondamentaux de leur famille. Si l'on considère l'aspect du remboursement, on se rend compte que le montant a pu être réinvesti plusieurs fois avant d'être remboursé sur une base mensuelle. Les petites marchandes arrivent donc tant bien que mal à rembourser. L'enquête réalisée sur la clientèle de la SOGESOL, par exemple, confirme cette tendance. Cependant on ne peut pas affirmer catégoriquement qu'elles s'en sortent sans difficulté aucune car on n'a pas assez de données sur les opérations financières du ménage, notamment les emprunts qui pourraient être contractés pour rembourser. Sur le plan de l'éducation, le fait qu'il existe de mauvaises écoles dont le coût de l'écolage est faible, leur permet quand même de scolariser leurs enfants. Mais, il faudrait prendre en compte la régularité de la scolarité sur une base annuelle. Pour les ménages pauvres 60% des enfants vont à l'école contre 80% des enfants dans les ménages non pauvres.

ii) L'articulation de la question alimentaire urbaine par rapport au développement du milieu rural relève d'une très grande importance pour la sécurité alimentaire globale du pays. On a parlé d'une nécessité d'articulation de la question alimentaire urbaine par rapport au milieu rural. Ceci pourrait effectivement stimuler le milieu rural à travers l'augmentation du rythme de commercialisation. Par exemple, le PAM considère la possibilité de réaliser des achats de produits locaux dans le cadre de ses activités d'aide alimentaire. Ces fonds pourraient servir à appuyer la restauration des rues. Le changement qui s'est opéré dans nos habitudes alimentaires mériterait que l'on se penche sur les normes de qualité de certains produits. Par exemple, la friture encourage la synthèse de produits cancérigènes (saucisses...)

iii) Les prix de garantie constituent une bonne mesure pour inciter positivement la production agricole. La question des prix de garantie a été abordée. En fait cette mesure pourrait être considérée en Haïti, dans la mesure où elle s'appliquerait à un cadre contractuel dont les termes sont bien clairs: le gouvernement n'ayant pas les moyens de l'appliquer lui-même. Ces prix de garantie pourraient alors représenter une bonne incitation pour la production. Par exemple, l'expérience de Vétérimed au niveau des laiteries qui a été présentée au cours de panel précédent constitue un bon exemple où le prix du lait est garanti; il en est de même pour la filière café.

iv) Il n'est pas évident que le salaire minimum actuel permet d'avoir accès au panier de la ménagère, surtout en milieu rural où les niveaux de rémunération du travail sont toujours en deçà du salaire minimum légal. Il semble qu'il n'y a pas d'étude permettant de préciser, dans les conditions actuelles, le niveau de salaire minimum qui faciliterait la satisfaction des besoins fondamentaux. En fait, le salaire est généralement déterminé par le bon vouloir des entreprises. L'idéal serait qu'il soit fixé à partir d'une réelle concertation Etat/Secteur Privé/Syndicats des salariés.

v) L'approche bottom-up (stratégie d'intervention à partir de la base) est toujours souhaitable. C'est une bonne méthode et on peut continuer à l'utiliser; cependant il est souvent difficile de capitaliser institutionnellement les résultats. Ce serait bien que la société puisse orienter elle-même sa destinée.

vi) La question des revenus non agricoles dans le milieu rural s'avère d'une importance considérable pour toute politique de sécurité alimentaire. Malheureusement, cet aspect des revenus non agricoles n'a pas été pris en considération parmi les thèmes retenus pour cet atelier à cause de l'agenda qui se montrait trop chargé. On ne possède aucune information de première main sur le montant des revenus que rapporte ce secteur vu que la nature du travail peut varier au cours d'une année (vente de livres, de jouets, vente de force de travail, etc.).

vii) Le secteur agricole revêt une grande importance pour le milieu rural et pour la paysannerie en dépit des opinions contraires émises sur le sujet. La contribution du secteur agricole est souvent minimisée en raison notamment de la façon de collecter les données. Il faudrait à l'avenir combiner des enquêtes quantitatives et qualitatives pour éviter de répéter les erreurs de certaines études qui concluent trop rapidement que le secteur agricole n'est pas rentable.

## **Autres Commentaires**

La question à considérer les efforts du gouvernement à maintenir le taux de change artificiellement stable comme une mesure de politique de subvention à l'importation (abordée au cours des panels antérieurs) a refait surface.

Il a été argumenté que le gouvernement s'est fixé l'objectif de stabiliser le taux de change sans détenir réellement les moyens d'une telle politique. En effet, les variations du taux de change —tant à la baisse que à la hausse— entraînent des conséquences négatives dans tous les secteurs de l'économie:

- À la baisse, elle pénalise la production nationale (les produits importés sont moins chers que les produits nationaux)
- À la hausse, elle pénalise l'importation (il faut beaucoup de gourdes pour acheter des devises) et affecte les revenus des ménages

Il faudrait que des mesures complémentaires soient mises en place pour diminuer les dégâts (mise en place de filets sociaux permanents: création d'emplois pour les ménages pauvres; amélioration de la qualification de la main-d'œuvre.

Il serait souhaitable que la main-d'œuvre soit mieux éduquée et mieux formée pour répondre valablement aux nouvelles exigences du contexte international. Ceci représenterait un objectif à long terme car cela prend plusieurs années pour former des ressources humaines.

### V. PANEL 3

#### SITUATION ALIMENTAIRE, SANITAIRE ET NUTRITIONNELLE DE LA POPULATION

**a) Accès aux services de base**  
**Par Gina Porcena, Coordonnatrice Nationale UTSIG**

Dans sa présentation, Madame Gina Porcena s'inspire de la carte de la pauvreté réalisée par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe afin d'expliquer les mécanismes d'accès de la population aux services sociaux de base. L'intervenante prend en compte quatre (4) principaux critères: éducation, santé, eau et assainissement. Cette limitation de critères est due au fait de l'absence de structure adéquate et de la non disponibilité de données nécessaires. Toutefois il se dégage qu'une action concertée à mener par les secteurs concernés en vue de l'amélioration de ces services sociaux de base.

**b) Les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité dans les départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-Est et du Plateau Central**  
**Par Raphaël Chuinard, PAM**

L'intervention de Monsieur Raphaël Chuinard a consisté en la communication des résultats de l'enquête menée sur la sécurité alimentaire dans quatre départements cibles du pays. Les données comparatives présentées démontrent des diversités alimentaires allant des plus faibles aux plus élevées dépendant des zones considérées, tout en prenant en compte les caractéristiques des catégories de ménages identifiés. Cette enquête met en évidence la vulnérabilité du département du Centre où l'insécurité alimentaire est la plus élevée. De plus, d'autres facteurs permettent d'identifier les secteurs affectés par l'insécurité alimentaire notamment la faible productivité agricole, la limitation des activités génératrices de revenus et des services sociaux de base.

**c) Présentation des résultats de l'enquête nutritionnelle réalisée par l'UNICEF et l'ACF**  
**Par Laurent Davy, Chef de Mission ACF**

Cette communication des résultats de l'enquête réalisée par l'UNICEF et l'ACF s'inspire du programme d'enquêtes nutritionnelles sur le territoire haïtien. Cette présentation très illustrée traite de la population infantile du pays se situant entre 6 à 59 mois. Les différents types de malnutrition identifiés ont été présentés en y associant les principaux indices utilisés. Il ressort de cette enquête qu'il existe une grande variation des taux de malnutrition, de mortalité et de vaccination contre la rougeole, entre les différentes zones considérées.

#### d) **Résumé des débats**

Ce panel comportait 3 exposés:

1. Accès aux services sociaux de base, par Mme Gina Porcena, Coordinatrice Nationale UTSIG ;
2. Résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité dans les départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-Est et du Plateau Central, par M. Raphaël Chuinard, PAM ;
3. Présentation des résultats de l'enquête nutritionnelle réalisée par l'UNICEF et l'ACF, par M. Laurent Davy.

1. En ce qui concerne le **premier exposé**, l'objectif est d'identifier les populations les plus pauvres, dans la perspective de réduction de la pauvreté. Mme Porcena a expliqué que la méthodologie, qui a guidé la réalisation de la carte de pauvreté, est basée sur les besoins fondamentaux insatisfaits. Cette carte de pauvreté, réalisée par le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, est en réalité une **carte d'accès aux services sociaux de base** et se limite à 4 critères:

- Education,
- Santé,
- Eau,
- Assainissement.

En plus des cartes, sur chacun de ces services réalisés à l'échelle départementale et communale (la commune étant l'unité territoriale d'analyse), une carte de synthèse est aussi disponible.

2. Le deuxième exposé concernait **l'enquête sur l'analyse de la sécurité alimentaire et la vulnérabilité** qui a été réalisée dans les départements du Centre, du Nord, du Nord-Est et de l'Ouest sur la base de « zone d'utilisation des sols ». Les résultats sont articulés autour des niveaux de diversité alimentaire: élevée, limitée, faible et très faible. Les caractéristiques des ménages appartenant aux différents groupes sont identifiées, et leur proportion par rapport à la totalité des ménages interrogés a été mesurée. La répartition géographique de l'insécurité alimentaire a été présentée et l'attention a été attirée sur le département du Centre où l'insécurité alimentaire est la plus élevée. Viennent ensuite, le Nord-Est avec une insécurité alimentaire élevée, le Nord où elle est relativement élevée et l'Ouest où elle est faible en zone préurbaine et relativement élevée en milieu rural. D'autres caractéristiques de l'insécurité alimentaire ont été ensuite considérées, comme la faible productivité agricole, les limitations des activités génératrices de revenus, l'accès aux services de base. Les recommandations ont trait à des activités de cantine scolaire, de vivres pour l'éducation des adultes et de vivres contre travail.

3. Le troisième exposé portait sur le « **Programme d'enquêtes nutritionnelles sur le territoire haïtien** ». Pour arriver à une meilleure prise en charge des problématiques nutritionnelles, ce programme s'est évertué à « évaluer l'état nutritionnel et la mortalité des enfants de 6 à 59 mois au travers de 21 enquêtes nutritionnelles anthropométriques réalisées dans les 9 départements du territoire haïtien » et portant sur un échantillonnage de 18 286 enfants. Les différents types de malnutrition rencontrés et les différents indices utilisés ont été présentés. Les enquêtes ont été réalisées et les variables suivantes ont été mesurées: âge, sexe, poids, taille, périmètre brachial, présence d'œdème, mortalité, couverture vaccinale contre la rougeole. Les résultats ont permis de se rendre compte d'une grande variation dans les taux de malnutrition d'une zone à l'autre, ainsi que dans le taux de mortalité rétrospective et le taux de couverture vaccinale contre la rougeole. Cependant, les résultats révèlent que la situation nutritionnelle aiguë ne présente pas de caractère d'urgence dans les zones enquêtées. Il est pourtant constaté un bas niveau de sécurité alimentaire, une vulnérabilité à des événements aigus et des taux de malnutrition chroniques élevés. Les principaux déterminants de la malnutrition en Haïti ont été identifiés comme ayant trait aux apports alimentaires inadéquats, aux pathologies médicales et aux causes sociales, notamment l'éducation. Une base de données nutritionnelles homogènes à l'échelle nationale a pu être créée grâce à ce programme. Les recommandations concernent la prévention de la malnutrition et la prise en charge de la malnutrition aiguë.

Au cours des débats les participants ont questionné le choix des critères qui ont été retenus dans la préparation de la carte de la pauvreté. Ils soutiennent que d'autres critères pourraient être plus pertinents dans l'identification des populations pauvres, comme par exemple l'alimentation et les revenus. D'autre part, ils déplorent que la qualité des services considérés n'ait pas été prise en compte.

La coordonnatrice de l'UTSIG a mis en relief qu'il s'agit d'une carte d'accès aux services sociaux de base qui a été réalisée en fonction des données disponibles. Concernant les revenus, l'alimentation et d'autres critères qui seraient plus pertinents, les données ne sont pas suffisamment désagrégées jusqu'au niveau communal. Même dans le dernier recensement, l'aspect revenu n'est pas suffisamment pris en compte. D'autre part, les informations sur la qualité des services ne sont pas souvent disponibles. Il faut trouver d'autres types d'approche pour contribuer à l'analyse de la qualité de ces services.

Quant aux résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire, les questions ont porté sur le choix du concept de la diversité alimentaire qui paraît se confondre avec la sécurité alimentaire et sur la possibilité d'intégrer les résultats de ces enquêtes au prochain EMMUS IV.

Plusieurs variables sont utilisées pour définir les profils d'insécurité alimentaire. En effet, l'approche de la qualité des aliments a été prise en compte au cours de cette enquête. La sécurité alimentaire implique une consommation équilibrée d'aliments contenant des glucides, des protéines, des lipides, des vitamines etc. Ainsi donc, une diversité alimentaire faible est révélatrice de l'insécurité alimentaire.

En ce qui concerne l'enquête EMMUS qui doit avoir une couverture nationale et est réalisée à intervalle régulier, les enjeux et les moyens à mettre en œuvre sont très différents de ceux d'une enquête ponctuelle du PAM sur la sécurité alimentaire. Il est cependant possible de

faire une superposition des résultats et faire des comparaisons. Si les différences sont énormes, il faudrait chercher les causes qui peuvent être dues à la méthodologie ou à des erreurs.

En ce qui a trait au dernier exposé, les questions soulevées au cours des débats ont trait, d'une part, à la réalité du problème de la pauvreté en protéines animales d'une diète alimentaire, même s'il y a une base équilibrée de céréales et légumineuses et, d'autre part, aux perspectives réelles d'améliorer l'état nutritionnel des enfants, compte tenu que ceux-ci n'ont pas un poids politique qui peut influencer l'action des pouvoirs publics.

A travers la consommation des céréales et légumineuses, 75% des besoins en protéine sont satisfaits. La présence d'une faible quantité de protéine d'origine animale facilite l'absorption des protéines par l'organisme.

En ce qui concerne l'amélioration de la situation nutritionnelle des enfants, il est possible de travailler sur l'aspect préventif par l'éducation. D'autre part, la malnutrition aigue doit être considérée comme un indicateur d'alerte. Il faut identifier les causes et réagir rapidement.

Un autre point qui a été soulevé au cours des débats, mais qui ne concerne pas un exposé en particulier, est la perspective de la réalisation d'un manuel scolaire sur la sécurité alimentaire à partir d'un document de la FAO.

## **VI. PANEL DE CLÔTURE**

M. Hervey Sylvain (Coordonnateur National du CCI)

Mme Danielle Avin (Coordonnatrice CNSA)

M. Juan Carlos Moreno-Brid (CEPALC)

M. Randolph Gilbert (CEPALC)

Ce panel, conduit de façon conjointe par les représentants des différentes institutions co-organisatrices de la conférence, a permis de faire le point des deux journées de discussion. L'importance du thème de la sécurité alimentaire et les enjeux et défis qu'Haïti affronte en la matière ont été à nouveau signalés. Les panélistes ont tenu à remercier les différents intervenants et participants, sans manquer de souligner que les résultats de cette conférence doivent donner lieu à la poursuite de cet engagement, en particulier dans les efforts de coordination aussi bien de l'information que de l'analyse des différents aspects traités.

## LISTE DES SIGLES

AAA	Agro Action Allemande
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ACF	Action contre la Faim
ADIH	Association des Industries d'Haïti
AHE	Association Haïtienne des Economistes
BAC	Bureau Agricole Communal du Ministère de l'Agriculture
BND	Bureau de Nutrition et de Développement
BID	Banque Inter Américaine de Développement
BON	Bureau de l'Ordonnateur National
CCI	Cadre de Coopération Intérimaire
CEPALC	Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes
CNSA	Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
CRS	Catholic Relief Service
DDA	Direction Départementale Agricole du Ministère de l'Agriculture
ECVH	Enquête sur les Conditions de Vie en Haïti (IHSI)
EBCM	Enquête Budget Consommation des Ménages (IHSI)
FAO	Food and Agriculture Organization
FEWSNET	Famine Early Warning System Network
IHSI	Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique
IICA	Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture
IRAM	Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
MARNDR	Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural
ME	Ministère de l'Environnement
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MPCE	Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
MSP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies

PAM	Programme Alimentaire Mondiale
PFNSA	Plateforme Nationale de la Sécurité Alimentaire
PICV	Programme d'Intensification des Cultures Vivrières
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PSSA	Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire
UE	Union Européenne
UNICEF	United Nations Children's Fund
USAID	United States Agency for International Development
UTSIG	Unité de Télédétection et de Systèmes d'Information Géographique

Annexes



Annexe I**LA CONFÉRENCE****Conférence-Débats: Haïti, Sécurité Alimentaire 2005****Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)-Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC)****1. Introduction**

CNSA, institution étatique intersectorielle autonome sous tutelle du Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural, et la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) organisent à Port-au-Prince les (12 et 13 mai 2005), une conférence-débats sous le thème de l'évaluation de la situation alimentaire actuelle. Pour la CNSA cette évaluation se situe dans la foulée de celle effectuée en 2001 (*réf. Haïti: Insécurité Alimentaire 2001-2002. CNSA-2002*) ; quant à la CEPALC cette initiative se réalise dans le cadre du projet « Stratégies non conventionnelles pour le développement économique en Haïti » financé par la Fondation W.K.Kellogg. Cette rencontre d'une journée et demie rassemblera durant la période, les principales institutions intervenant directement ou indirectement sur la question de la sécurité alimentaire en Haïti afin de partager les informations générées ou collectées sur la question, au cours des années 2002-2005. Ces échanges permettront de faire le point sur la situation alimentaire nationale et de formuler des recommandations pertinentes aux décideurs de tous les secteurs.

**2. Contexte et justification**

Haïti est en 2005 en pleine période de transition politique devant déboucher en novembre prochain sur l'organisation d'élections générales sur tout le territoire national. Cette transition succède à une longue période de crises politique et économique qui a considérablement détérioré le tissu social haïtien et endommagé les bases économiques et productives du pays. Haïti accuse en ce sens durant les 15 dernières années un taux moyen de croissance annuel de 2,6%, taux le plus bas de l'Amérique et le rapport sur l'Indice de Développement humain du PNUD classe Haïti en 2003 au 146eme rang. Les importations alimentaires ne cessent de croître parallèlement à une production alimentaire nationale en stagnation et à une population qui ne cesse d'augmenter.

Les infrastructures de production agricole ont subi des dommages importants lors des diverses catastrophes naturelles et anthropiques ayant frappé le pays au cours des 3 dernières années. La situation nationale en général et la situation alimentaire en particulier sont des plus alarmantes.

Un bilan de la situation alimentaire nationale s'avère à juste titre nécessaire dans cette période de transition pour permettre une orientation ou réévaluation des actions en la matière par les décideurs et acteurs tant nationaux qu'internationaux, dans une perspective de moyen et long terme.

### **3. Objectif de la Conférence.**

L'objectif principal est l'actualisation des informations sur la situation alimentaire nationale par l'échange de données actuellement disponibles, ainsi que la formulation de recommandations d'actions appropriées.

### **4. Méthodologie**

La Conférence CNSA/CEPALC se propose de faire le point sur la situation alimentaire nationale à partir des études réalisées de 2002 à 2005 par un certain nombre d'institutions: —Enquête sur les Conditions de vie en Haïti, Carte de Pauvreté, études sur la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages, sur la production agricole et alimentaire, etc.—

Les discussions seront conduites en plénière après les groupes de présentations organisés en panels. Les modérateurs disposeront de guides d'orientation des discussions suggérant les principaux points à débattre. A cet effet, les panels seront composés à la fois des présentateurs prévus pour le thème, d'un modérateur et d'un rapporteur.

Les sessions de questions et discussions se feront à la fin de chaque panel. Le modérateur de chacun de ceux-ci devra veiller à ce que l'ensemble des présentations soit objet des réactions des participants à la conférence.

Annexe II

**LES INTERVENTIONS**

**Panel 1. Etat de la sécurité alimentaire dans le contexte économique**

**Panel 1-A: Évaluation de la situation**

**- Macroéconomie et sécurité alimentaire**

Intervenant: CEPALC

**- Analyse de l'évolution du statut de sécurité alimentaire basé sur les indicateurs macroéconomiques.**

Intervenant: MEF

**- Balance alimentaire nationale: bilan et structure**

Intervenant: CNSA

**- Impacts des inondations de mai et de septembre sur les structures de production agricole.**

Intervenant: FAO

**Panel 1-B: Approche globale et approches alternatives:**

**- Politique agricole et sécurité alimentaire: approches et stratégies**

Intervenant: MARNDR

**- Production et transformation laitière paysanne**

Intervenant: VETERIMED

**- Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire**

Intervenant: PSSA

**- Potentiel d'utilisations du Nopal**

Intervenant: Fonds de Développement Frontalier

**Panel 2: Etat de la sécurité alimentaire dans le contexte social**

**- Emploi et revenus**

Intervenant: Consultante IHSI

**- Analyse de la situation de la pauvreté et de la sécurité alimentaire à partir de l'ECVH**

Intervenant: PFNSA

**- Effets des prix et des aléas de production sur le budget des ménages**

Intervenant: FEWSNET

**- Stratégies de résistance et d'adaptation des ménages aux facteurs de crises (économique, sociale, politique): une lecture qualitative**

Intervenant: IRAM

**Panel 3: Situation alimentaire, sanitaire et nutritionnelle de la population.**

**- Accès aux services de base**

Intervenant: UTSIG

**- Les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité dans les départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-Est et du Plateau Central**

Intervenant: PAM

**- Présentation des résultats de l'enquête nutritionnelle réalisée par l'UNICEF et ACF**

Intervenant: ACF

**Panel 4: Panel de clôture**

Annexe III**PROGRAMME****Conférence-débats:  
Haïti, Sécurité Alimentaire 2005 <sup>2</sup>**

Dates : Jeudi 12-Vendredi 13 Mai 2005  
 Lieu : Hôtel Montana-Port-au-Prince  
 Organismes : CEPALC et CNSA

**Jeudi 12 Mai:**

08h30-09h00: Inscription

09h00-09h30: Discours inauguraux

- Propos de bienvenue par Mme Danielle AVIN, Coordonnatrice Nationale Sécurité Alimentaire
- Propos de bienvenue par M. Juan Carlos MORENO-BRID, Représentant de la CEPALC
- Ouverture par M. Jean Arsène CONSTANT, Chef de Cabinet, en représentation du Président du Conseil Interministériel de la Sécurité Alimentaire, S.E. M. Philippe MATHIEU, Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural

**Panel 1. Etat de la sécurité alimentaire dans le contexte économique**

9h40-11h00: Panel 1-A: Évaluation de la situation  
*15 mn par présentation*

Modérateur: M. Jean Claude PAULVIN  
 Président de l'Association Haïtienne des Economistes (AHE)  
 Rapporteur: M. Jean Claude MARSEILLE  
 Economiste, Service d'Economie Internationale BRH

- Haïti: macroéconomie et sécurité alimentaire, des pistes de réflexion  
 Intervenant: M. Randolph GILBERT, CEPALC

---

<sup>2</sup> Organisé avec l'appui financier de la Fondation W. K. Kellogg.

- Analyse de l'évolution du statut de sécurité alimentaire basé sur les indicateurs macroéconomiques  
Intervenant: M. Alfred METELLUS, Directeur des Études Économiques MEF

- Balance alimentaire nationale: bilan et structure  
Intervenant: M. Aldrin CALIXTE Responsable de Suivi CNSA

- Impacts des inondations de mai et de septembre sur les structures de production agricole  
Intervenant: M. Javier ESCOBEDO Coordonnateur du Programme d'Urgence FAO

11h00-11h30: Pause-Café

11h30-12h30: Débats sur les présentations du Panel 1-A

12h30-14h00: Déjeuner

14h00-15h00: Panel 1-B: Approche globale et approches alternatives

Modérateur: M. Volny PAULTRE  
Assistant Représentant (Programme) de la FAO

Rapporteur: M. Fruck DORSAINVIL  
Responsable de Suivi Sécurité Alimentaire  
Bureau de l'Ordonnateur National

Politique agricole et sécurité alimentaire: approches et stratégies  
Intervenant: M. Jean Arsène CONSTANT, Chef de Cabinet MARNDR

Production et transformation laitière paysanne  
Intervenant: M. Michel CHANCY Directeur VETERIMED

Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire  
Intervenant: M. Gary AUGUSTIN, Coordonnateur PSSA

Potentiel d'utilisations du Nopal  
Intervenant: M. Max Antoine II, Directeur Exécutif Fonds de Développement Frontalier

15h00-15h15: Pause-café

15h15-16h15: Débats sur les présentations du Panel 1-B

**Vendredi 13 Mai:**

09h00-10h30: Panel 2: Etat de la sécurité alimentaire dans le contexte social  
15 mn par présentation

Modérateur: M. Frantz NELSON  
Chargé de Programme IICA

Rapporteur: Mme Colette BLANCHET  
Chargée de Mission à la Coopération MARNDR

- Emploi et revenus

Intervenant: Mme Nathalie LAMAUTE, Consultante

- Analyse de la situation de la pauvreté et de la sécurité alimentaire à partir de l'ECVH

Intervenant: M. Gérald CHERY,  
Analyste Consultant PFNSA

- Stratégies de résistance et d'adaptation des ménages aux facteurs de crises (économique, sociale, politique): une lecture qualitative

Intervenant: M. Gilles DAMAIS, Représentant Régional Caraïbes IRAM

- Effets des prix et des aléas de production sur le budget des ménages

Intervenant: M. Paul BARTEL Représentant FEWSNET/Haïti

10h30-11h00: Pause-Café

11h00-12h00: Débats sur les présentations du Panel 2

12h00- 12h45: Panel 3: Situation alimentaire, sanitaire et nutritionnelle de la population

Modérateur: Mme Josseline MARHONE PIERRE  
Responsable Bureau de Nutrition MSPP

Rapporteur: M Jean Chariot MICHEL  
Consultant Agroéconomiste CNSA

- Accès aux services de base

Intervenant: Mme Gina PORCENA Coordinatrice Nationale UTSIG

- Les résultats de l'enquête sur la sécurité alimentaire et la vulnérabilité dans les départements de l'Ouest, du Nord, du Nord-Est et du Plateau Central

Intervenant: M. Raphaël CHUINARD PAM

- Présentation des résultats de l'enquête nutritionnelle réalisée par UNICEF et ACF

Intervenant: M. Laurent DAVY Chef de Mission ACF

12h45-13h30: Débats sur les présentations du Panel 3

13h30-14h00: Panel de clôture:  
M. Hervey SYLVAIN (CCI)  
Mme Danielle AVIN (CNSA)  
MM. Juan Carlos MORENO-BRID et Randolph GILBERT (CEPALC)

14h00: Cocktail de clôture

Maître de Cérémonie: M. Franck HYPPOLITE  
Directeur Général Adjoint à la Planification, Suivi Evaluation et  
Coopération, MARNDR

Annexe IV**GUIDE DU MODÉRATEUR**

Ce guide a été conçu à l'intention des modérateurs en vue de s'assurer d'une utilisation rationnelle de l'horaire fixé et de l'uniformisation des procédures pour tous les panels.

Nous ne mentionnerons pas ici les règles normales de courtoisie, la nécessité de fermeté dans la conduite des débats et les impératifs de gestion du temps que tous connaissent. Nous soulignerons seulement l'essentiel.

La gestion des panels comporte 2 points forts:

**Temps 1****Ouverture du panel**

- Présentation de la dynamique du Panel, introduction du thème principal ainsi que des aspects spécifiques représentés par le thème à présenter par chaque panéliste (décoder ceux-ci en langage clair).

Pour faciliter cette tâche, un résumé des présentations des différents panélistes sera remis aux modérateurs toutes les fois que nous aurons pu l'obtenir nous-mêmes; à défaut de ce résumé, et dans le cas où celle-ci serait disponible, le modérateur recevrait la présentation dans sa totalité ; à défaut de l'un de ces deux documents, le modérateur pourra toujours s'adresser à l'intervenant (naturellement bien avant le panel) pour que celui-ci lui fasse oralement un résumé très succinct de sa présentation.

- Exposé des règles du jeu pour les panélistes -- temps imparti, rappel à l'ordre 3 à 5 minutes avant le terme fixé à la présentation... -- et pour les participants -- les panélistes présenteront tour à tour leur intervention sans être interrompus, les participants pourront prendre des notes qu'ils utiliseront lors des débats.

**Le modérateur s'efforcera de ne pas dépasser trois minutes pour cette phase introductive**

- Avant d'inviter chaque intervenant à faire son exposé, le modérateur dit son nom, son domaine de spécialisation et l'institution où il oeuvre.
- Enfin, après les différentes présentations du panel, il conclut le temps 1 par un mot de remerciement adressé aux intervenants

Dans le cas des panels 1A et 2, il passe la parole au maître de cérémonie pour l'annonce de la pause café.

## **Temps 2**

### **Les débats**

- Ouverture des débats (ne pas dépasser 3 à 5mn)

Le modérateur fait une synthèse des différentes présentations en signalant les aspects particuliers sur lesquels il souhaiterait que l'assistance réagisse ; il définit les conditions d'interventions (temps de parole, règles de courtoisie, éviter de répéter ce qui a déjà été dit par un participant etc.) puis invite les participants à intervenir. Le modérateur peut également, si cela s'avère pratique, recueillir des groupes de questions ou commentaires avant de passer la parole aux panélistes pour les réponses ; il pourra dans certains cas, apporter ses propres réponses ou faire des commentaires pertinents.

- Gestion des débats

Le modérateur doit s'assurer que chaque thème de son panel a été mis en discussion. Il doit veiller à ce que les réactions soient équilibrées et que des questions et commentaires soient adressés à tous les intervenants. Il recentrera les débats si nécessaire, en faisant un rapide résumé des commentaires et questions précédents et en adressant, si besoin est, des commentaires ou des questions sur les présentations qui auraient suscité moins de réactions. Au cours des débats, le modérateur se montrera attentif à la gestion du temps et s'efforcera que la limite horaire prévue ne soit pas dépassée.

- Fin des débats

Le modérateur achève la phase des débats par une synthèse des différentes questions, commentaires et remarques de l'assistance, assortie de quelques remarques personnelles. Il pourra pour cela s'entendre avec le rapporteur afin de s'assurer qu'il n'a oublié aucun thème important. Pour finir, le modérateur remercie les panélistes pour leur travail ainsi que l'assistance pour sa participation aux débats.

Annexe V**LISTE DES PARTICIPANTS**

<b>Nom/Prénom</b>	<b>Institution</b>	<b>e-mail</b>	<b>Téléphone</b>
Alezi Huguenel	ACTION AID	huguenela@actionaidhdr.org	245-5227/512-0211
Alix Jacques	ANDAH		245-1847/249-7190
Altidor Roland	IHSI	rolandaltidor@yahoo.fr	221-5801/558-9159
Antoine Max	CDF	fdf_haiti@yahoo.com	245-1302/245-1302
Augustin Garry	MARNDR	pssa_haiti@yahoo.fr	513-3804/245-7018
Bartel Paul	FEWSNET	pbartel@fews.net	257-3055
Bayard Budry	MARNDR	bbayard@hotmail.com	298-3012/422-9498
Blaise Jacques	FAMV	jacques891@yahoo.com	298-3010/510-0673/ 401-7983/514-0749
Blanchet Colette	MARNDR	coletteblanchet@yahoo.com	298-3111
Cayemittes Viviane	OPS/OMS	cayemivi@hai.ops-oms.org	245-5315/510-8833
Chancy Michel	VETERIMED	veterimed@transnethaiti.com	221-7347/257-1790
Chéry Frédéric-Gérald	PFNSA		417-6249/245-5145
Chuinard Raphaël	PAM	raphael.chuinard@wfp.org	558-3551
Constant Jean Arsène	MARNDR	herbekman@yahoo.fr	298-3012/556-3001
Damais Gilles	Haiti/ IRAM	gdamais@transnethaiti.com	244-8416/405-3201
Davy Laurent	France/ACF		245-1886/556-2870
Delpe Caroll	MSPP/CPNNU	delpecaroll@yahoo.fr	404-3453/257-7227
Dominique Jean Lesky	MARNDR	jeanlesky@yahoo.fr	513-3804/511-4776
Dorsainvil Fruck	BON	dorsainv@hotmail.com	245-9907/410-5057
Douby Exantus	CNSA	dexantus@cnsahaiti.org	257-3055/257-2633
Eliezer Marie Juliette	UNIQ-Kellogg	eliezerjuliette@hotmail.com	244-0544/ 244-7367/ 402-1442
Escobedo Javier	FAO	javier.escobedo@fao.org	419-2552/245-3010
Fednard Jean Colignon	CPDH/FHSM	fedsmh1@hotmail.com	244-7687/422-3778/244-7686
Gary Paul	Haiti/ Group CFM	gapakejo@yahoo.fr	244-2983/402-562
Hermosillo Claudio M.	Ambassade du Mexique	claudioH13@hotmail.com	257-8100
Hyppolite Franck	MARNDR	hypfra@caramail.com	401-4519/246-5181
Jacques Hughes M.	MPCE		514-0858/222-9426
Jacques Pierre Louis	APRONA	jakcpl@yahoo.com	246-0500/255-9468
Kamara Amadou Moustapha	FAO	amadou.kamara@fao.org	245-2899/257-6496
Lamaute Nathalie	Consultante à IHSI	brisson_lamaute@hotmail.com	
Laraque Jean Agnus	PFNSA/GRAMIR	gramir@direcway.com	245-1981/7699
Larosiliere Jean-Guy	MCI	jglarosiliere@yahoo.fr	223-5630/402-5871

<b>Nom/Prénom</b>	<b>Institution</b>	<b>e-mail</b>	<b>Téléphone</b>
Laurent M.Garvey	FAK	clagarv@islandsystems.com	401-4276/238-1477
Le Pommellec Marion	BID	marionls@iadb.org	245-5711
Lecorps Michael	Bureau de Gestion PL-480	lecorpsmichael@yahoo.fr	223-625/8845/5580517
Legros Victor	USAID		229-3020/419-2380
Leonard Pagany	M.F.	pleconomiste@yahoo.fr	299-1757/405-1347
Lonet Gué	UNIQ-Marigot		555-2122/256-9180
Marhone Pierre Josseline	MSPP	franjomapi@yahoo.com	245-4276/ 404-3692
Marseille Jean Claude	BRH	jmarseille@brh.net	299-1089
Mathurin Margareth	PFNSA	ghrap@hainet.net	245-5145/257-5295
Métellus Alfred	MEF	ametellus@yahoo.com	299-1744
Michael Kerst	USAID	mkerst@usaid.gov	229-3089
Michael Léandre	MASPP	leandremichael@yahoo.fr	228-2522
Michel Jean Chariot	CNSA	jeanchariot@yahoo.fr	561-3330
Nelson Frandz	IICA	frandz.nelson@iica.int	256-6858/403-0815
Paultre Volny	FAO	volny.paultre@fao.org	245-7866/557-4463
Paulvin Jean-Claude	AHE	jcpaulvin01@yahoo.com	245-0244
Porcena Gina	UTSIG	gporcena@yahoo.com	510-7620/5563978
Raphael Atwood	CNSA	araphael@cnsa.org	257-3055/409-1162
Sainlus Francius	CUJEF	sainlusfrancius@yahoo.fr	416-8682 / 558-1916
Saint Vil Luc	OXFAM	lsaintvil@oxfamhaiti.org	245-2113/413-8957
Saint-Jean Franck	PAPDA	souv_alimentaire@yahoo.fr	244-4727/556-6107/210-0353
Saint-Natus Michaelle	UNIQ	saint-natus8@hotmail.com	556-5893/
Salomon Harry	IHSI	dseihsi@yahoo.fr	223-5501/555-4050
Smarth Rosny	CPH	cph@direcway.com	245-9937/245-1431
Toussaint Emmeline	BND	emmlinetoussaint@yahoo.com	222-3791/401-2275
Toussaint Joseph Ronald	M.E	josephronaldt@yahoo.fr	245-9309/403-8455
Wessel Janice	USAID	jwessel@usaid.gov	415-1019/257-4936